

I. Disposiciones generales

JEFATURA DEL ESTADO

9152 INSTRUMENTO de ratificación de las actas del XVI Congreso de la Unión Postal Universal, hecho en Tokio el 14 de noviembre de 1969. (Continuación)

CUARTA PARTE Disposiciones finales

Art. 158.—Entrada en vigor y duración del Reglamento.

1. El presente Reglamento será ejecutivo a partir de la puesta en vigor del Acuerdo relativo a giros postales y a bonos postales de viaje.

2. Tendrá la misma duración que este Acuerdo, a menos que sea renovado de común acuerdo entre las Partes interesadas.



Hecho en Tokio, el 14 de noviembre de 1969.

LISTA DE FORMULAS

Número 1	Denominación o naturaleza de la fórmula 2	Referencias 3
MP-1	Giro postal internacional	Art. 104, § 1
MP-2	Lista de giros postales	Art. 122, § 2, lt. a)
MP-3	Aviso de emisión de un giro telegráfico	Art. 132, § 1

Número 1	Denominación o naturaleza de la fórmula 2	Referencias 3
MP-4	Reclamación o petición de devolución, de modificación de dirección, de aviso de pago con posterioridad a la emisión relativas a un giro postal internacional	Art. 110, § 1
MP-5	Cuenta mensual de giros-libranzas y de autorizaciones de pago	Art. 146, § 1
MP-6	Lista resumen de giros postales y de autorizaciones de pago	Art. 146, § 2
MP-7	Cuenta mensual de giros postales, de autorizaciones de pago y de giros de reembolso	Art. 146, § 2
MP-8	Cuenta general de giros postales	Art. 147, § 1
MP-9	Cuenta mensual de bonos postales de viaje	Art. 157, § 1
MP-10	Bono postal de viaje	Art. 152, § 1
MP-11	Talonnario de bonos postales de viaje	Art. 152, § 3
MP-12	Giro postal internacional para extender a máquina	Art. 104, § 2
MP-13	Autorización de pago	Art. 117
MP-14	Petición de regularización de un giro postal, de un giro de depósito o petición de autorización de pago	Art. 112, § 1
MP-15	Cuenta mensual de giros-listas	Art. 146, § 1
MP-16	Giro de depósito internacional	Art. 141, § 1

MP-1 (Anverso)

COUPON (Peut être détaché par le bénéficiaire)		Administration des postes		MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL MP 1			
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes		Cours du change ¹			
Date d'émission		Montant en toutes lettres et en caractères latins		Somme payée ¹			
Nom et adresse de l'expéditeur		Nom du bénéficiaire		S'il y a lieu application des timbres-poste au indication de la taxe perçue			
		Rue et n°					
		Lieu de destination					
		Pays de destination		1 A parler par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion.			
Timbre du bureau d'émission		Timbre du bureau d'émission				Indications du bureau d'émission	
						N° du mandat	
				Somme versée			
				Bureau			
				Date			
				Signature de l'agent			

Giroes, Tokio 1969, art. 104, § 1 - Dimensiones: 148 X 105 mm., color rosa.

MP-3

Administration des postes d'origine MP 3

Bureau de destination **AVIS D'ÉMISSION**

Mandat télégraphique

Indications. A envoyer sous enveloppe, par le prochain courrier et autant que possible par avion.

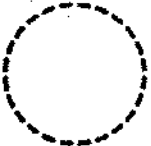

Bureau	N° du mandat	Date
--------	--------------	------

Départ

Montant en monnaie du Pays de paiement	Montant en monnaie du Pays d'émission

Nom de l'expéditeur

Bénéficiaire. Nom, qualité et adresse complète

Timbre et date. Signature de l'agent qui établit l'avis 	Timbre du bureau payeur 
--	--

Le montant ne peut pas être payé sur le vu de cet avis d'émission, mais seulement sur celui du télégramme auquel cet avis se rapporte.

Circos. Tokio 1969, art. 132, § 1. Dimensions: 148 X 105 mm.

MP-2 (Página 4)

MP 2 (Page 4)

LISTE DES MANDATS DE POSTE

N° de l'avis intermédiaire	Soldeos: 1. Bureau 2. Date 3. Montant	Expéditeur Nom et adresse complète	Bénéficiaire Nom, prénom et adresse complète	Montant en monnaie du Pays d'origine, lire	Cours de change	Montant en monnaie dans laquelle les mandats sont exprimés.	Sécurité particulière	A remplir par le bureau de destination		
								N° de mandat interieur	Bureau payeur	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Timbre, date et signature

MP-4 (Anverso)

MP 4 (Anverso)

- RECLAMACION
- DEMANDA de pago
- DEMANDA de restitución de valores
- DEMANDA de restitución de valores

Indicaciones del poseedor

Indicaciones del poseedor

Formulario de reclamación con campos para datos personales, descripción del problema, y opciones de solución. Incluye un espacio para el sello postal.

Giro, Tabla 1968, art. 146, § 1 - Dimensiones: 210 X 297 mm.

MP-4 (Reverso)

MP 4 (Reverso)

REPONSE A LA RECLAMATION OU A LA DEMANDE

Formulario de respuesta a la reclamación o demanda, con campos para el destinatario, el remitente, y el contenido de la respuesta. Incluye un espacio para el sello postal.

MP-6

MP 6

Administración del Puerto de San Juan

LISTE RECAPITULATIVE

Mandat de paiement et mandat de paiement de paiement

Année	1974
Mois	1974

Indications. Sont indiqués les mandats et autorisations de paiement en francs de l'Etat de la République de Saint-Pierre et Miquelon et en dollars des Etats-Unis d'Amérique, insérés au mandat de paiement en 1974 qui ont été effectués par mandat de paiement et en espèces au cours de la période indiquée.

N° de mandat	Cédant		Bénéficiaire		Montants et autorisations de paiement	Observations
	Montant	Monnaie	Montant	Monnaie		
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						

Total (à compléter par le destinataire en espèces ou mandat de paiement - voir 2)

Gros, Table 1969, art. 145, § 2 - Dimensions: 210 X 297 mm.

MP-5

MP 5

COMPTE MENSUEL

Mandat de paiement et mandat de paiement

Année	1974
Mois	1974

Indications. Sont indiqués les mandats et autorisations de paiement en francs de l'Etat de la République de Saint-Pierre et Miquelon et en dollars des Etats-Unis d'Amérique, insérés au mandat de paiement en 1974 qui ont été effectués par mandat de paiement et en espèces au cours de la période indiquée.

N° de mandat	Cédant		Bénéficiaire		Montants et autorisations de paiement	Observations
	Montant	Monnaie	Montant	Monnaie		
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						

Total (à compléter par le destinataire en espèces ou mandat de paiement - voir 2)

Gros, Table 1969, art. 145, § 2 - Dimensions: 210 X 297 mm.

Fabricación en Chile de...

MPY

MPY

COMPTÉ MENSUR

Montes de pago, amortización de préstamos y montes de...

Administración y Control, Año 21...

Indicaciones: Debe de crearse por cada...

Table with 4 columns: 1. Tipo, 2. Montes de pago, 3. Montes de amortización de préstamos, 4. Montes de...

Toda entrada de dinero...

Fabricación en Chile de...

MP-8

MP-8

COMPTÉ GÉNÉRAL

Montes de pago...

Table with 4 columns: 1. Montes de pago, 2. Montes de amortización de préstamos, 3. Montes de...

Table with 2 columns: 1. Montes de pago, 2. Montes de...

Toda entrada de dinero...

(Recibo)

MP-10 (Anverso)

Talon
à la disposition du titulaire

BON POSTAL DE VOYAGE

Montant
(en monnaie du Pays de paiement)



Bureau payeur

Date de paiement

ADMINISTRATION DES POSTES

MP 10

N° _____

Bureau émetteur

Valable du

au

BON POSTAL DE VOYAGE

de la somme de _____
(en chiffres arabes, avec indication de la monnaie)

(en toutes lettres)

-payable _____ exclusivement
(Nom du Pays de paiement)

entre les mains de la personne désignée sur la couverture du carnet

Timbre sec du bureau d'émission

Giros, Tokio 1969, art. 152, § 1 - Dimensions: 162 X 114 mm.

MP-9

MP 9

COMPTE MENSUEL

Bord passible de voyage

N° de la page	Émission		Nominale	Montant en monnaie de Pays payeur
	Année	Mois		
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				
19				
20				

Timbre sec des bureaux de l'Administration d'Émission
Le présent compte mensuel est certifié conforme au total des bons émis

Giros, Tokio 1969, art. 157, § 1 - Dimensions: 210 X 297 mm.

MP-11 (1.ª página de la cubierta)

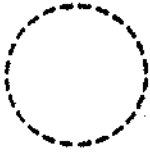
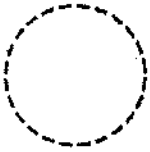
Administration d'émission		CARNET DE BONS POSTAUX DE VOYAGE		MP 11
		(Voir page 4 de la couverture)		
Validité	du			
	au (inclus)			
Description des bons (en chiffres arabes)	Nombre	Numéros (premier et dernier)	Valeur	
Pays de paiement				
Titulaire	Nom et prénoms	Timbre sec (en relief) de bureau émetteur		
	Adresse			
	Lieu de domicile			
	Signature			

Giro, Tokio 1969, art. 152, § 3 - Dimensiones: 162 X 115 mm.

MP-10 (Reverso)

Pièces d'identité produites	Reçu contre ce bon postal de voyage la somme ci-après		
Montant		Date	
Lieu			
Signature			
Timbre à date du bureau de paiement		Date de paiement	
		N° du paiement	
		Signature du payeur	
*Doit être conforme à celle qui figure sur la couverture			

MP-12 (Anverso)

COUPON (Peut être détaché par le bénéficiaire)		Administration des postes		MANDAT DE POSTE INTERNATIONAL MP 12 pour libellé mécanographique	
Montant en chiffres arabes		Montant en chiffres arabes		Cours du change	
Date d'émission		Montant en toutes lettres et en caractères latins		Somme payée	
Nom et adresse de l'expéditeur		Bénéficiaire			
Timbre du bureau d'émission		Timbre de bureau d'émission		Indications du bureau d'émission	
				N° du mandat	
				Somme versée	
				Bureau d'émission	
				Date	
				Signature de l'agent	

S'il y a lieu application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue

1 A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion.

Giro, Tokio 1969, art. 104, § 2 - Dimensiones: 148 X 106 mm., color rose.

MP-11 (4.ª página de la cubierta)

1. Les bons postaux de voyage sont libellés en monnaie du Pays où ils doivent être payés; ce Pays est désigné à la 1^{re} page de la couverture du présent carnet.
 2. Dans les bureaux participant au service, le paiement a lieu contre remise du bon signé à l'encre. L'ayant droit doit justifier de son identité soit par la production de son passeport ou d'une carte d'identité postale, soit au moyen d'une autre preuve admise dans le Pays payeur.
 3. Lorsque le service payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au paiement du ou des bons qui lui sont présentés, le paiement peut être suspendu jusqu'au moment où ce service s'est procuré les fonds.
 4. Les sommes versées pour être converties en bons sont, dans le délai de prescription fixé par la législation du Pays d'émission, garanties aux ayants droit jusqu'au moment où les bons ont été régulièrement payés. La réclamation de l'ayant droit concernant le paiement d'un bon à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain de l'émission de ce bon. Les Administrations postales ne sont pas responsables des conséquences
 5. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration du Pays d'émission si le carnet qui fait l'objet de la réclamation n'est pas produit. Toutefois, en cas de perte d'un carnet ou d'un ou de plusieurs bons, l'intéressé doit prouver à l'Administration émettrice qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et qu'il a versé, à cet effet, la somme totale correspondante. Le remboursement ne peut être effectué que lorsque ladite Administration s'est assurée que les bons déclarés perdus n'ont pas été payés.
 6. Les carnets ou l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent ne sont transmissibles à des tiers ni par endossement ni par cession; ils ne peuvent être mis en gage.
- Sous réserve de ce qui est prévu par la législation interne de chaque Pays, il n'est pas donné suite aux demandes qui sont présentées en vue de faire opposition au paiement de bons régulièrement émis.

MP-13 (Anverso)




COUPON		Administration des postes		AUTORISATION DE PAIEMENT		MP 13
Montant en chiffres arabes	Montant en chiffres arabes	N° de l'autorisation		<input type="checkbox"/> Remplacement		d'un mandat de poste
				<input type="checkbox"/> Complément		
Date du mandat original	Montant en toutes lettres et en caractères latins			A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion		
Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du bénéficiaire		Cours du change		Somme payée	
	Rue et n°					
	Lieu de destination		Somme versée			
	Pays de destination		N° du mandat		Date	
Timbre du service d'émission	Timbre du service d'émission	Bureau d'émission du mandat		Signature de l'agent qui établit l'autorisation		

Circos, Tokio 1968, art. 117 - Dimensiones: 148 X 105 mm., color rosa.

MP-12 (Reverso)

<p style="text-align: center;">Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu</p>	
Quittance du bénéficiaire	
Reçu la somme indiquée d'autre part	
Lieu et date	
Signature du bénéficiaire	
Registre d'arrivée	Timbre du bureau payeur
N°	

MP-13 (Reverso)

<p><input type="checkbox"/> Remplacement d'un mandat de poste</p> <p><input type="checkbox"/> Complément d'un mandat de poste</p>	<p align="center">Cadre réservé aux endossements, s'il y a lieu</p> <hr/> <p>Quittance du bénéficiaire</p> <hr/> <p>Reçu la somme indiquée d'autre part</p> <hr/> <p>Lieu et date</p> <hr/> <p>Signature de bénéficiaire</p> <hr/> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="border: 1px solid black; width: 40%;"> Registre d'arrivée N° </td> <td style="border: none; text-align: right;"> Timbre du bureau payeur  </td> </tr> </table>	Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur 
Registre d'arrivée N°	Timbre du bureau payeur 		

MP-14 (Averso)

MP 14 (Cont)

F DEMANDE DE REGULARISATION

2^o un mandat de poste 1^o un mandat de versement

K DEMANDE D'AUTORISATION

aux personnes (nom?) _____
 lieu de naissance _____
 lieu d'origine _____
 lieu de domicile _____

Participation de mandat	Montant total _____	Mandat qui sera payé _____	Date _____
Finances	_____	_____	_____
Départ	_____	_____	_____
Profession	_____	_____	_____
Indication	_____	_____	_____
Remarque complémentaire _____			

L Demande de Régularisation d'un mandat de poste

Le mandat ci-dessus déposé par votre établissement au profit de votre client _____

L'indication inscrite, lorsqu'elle est émise de son ou de ses établissements bénéficiaires

Le motif de ce mandat est-il justifié par une _____

L'inscription est-elle conforme aux règles _____

Le mandat est-elle inscrit dans les livres _____

Les écritures de l'établissement dépositaire de l'ordre indiquées au verso

L'indication de la somme à verser dans les mandats est-elle conforme _____

Le montant de ce mandat est-il conforme _____

Les écritures de l'établissement dépositaire de l'ordre indiquées au verso

Les écritures de la poste à verser dans les mandats sont-elles conformes _____

Le mandat ci-dessus dans le rapport entre la somme de l'ordre d'origine et celle de l'ordre de régularisation _____

Lescripteur de son de l'ordre mentionné _____

Le lieu de paiement des régularisations _____

Date de validité de l'ordre, à verser par _____

Après avoir _____

Il faut de remettre le mandat de poste, sans endossement, immédiatement après sa régularisation, accompagné de la présente feuille

Giroco, Tokio 1968, art. 112, § 1 - Dimensions: 210 X 297 mm.

MP-16 (Reverse)

	<p>Cadre réservé au service de chèques postaux</p>
	<p>Timbre du bureau de chèques postaux qui a porté le mandat au crédit du compte courant postal du bénéficiaire</p>

MP-16 (Verso)

<p>COUPON destiné au titulaire du CCP n°</p> <p>Montant en chiffres arabes</p> <p>Date d'émission</p> <p>Nom et adresse de l'expéditeur</p> <p>Timbre du bureau d'émission</p>	<p>Administration des postes</p> <p>Montant en chiffres arabes</p> <p>Montant en toutes lettres et en caractères latins</p> <p>Nom du bénéficiaire</p> <p>CCP n°</p> <p>Bureau de chèques</p> <p>Pays de destination</p> <p>Timbre du bureau d'émission</p>	<p style="text-align: right;">MP 16</p> <p>MANDAT DE VERSEMENT INTERNATIONAL</p> <p>Cours du change¹</p> <p>Somme créditée¹</p> <p>S'il y a lieu, application des timbres-poste ou indication de la taxe perçue</p> <p>¹ A porter par l'Administration de paiement lorsqu'elle opère la conversion.</p>						
		<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;">N° du mandat</td> <td style="width: 50%;">Somme versée</td> </tr> <tr> <td>Bureau</td> <td>Date</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Signature de l'agent</td> </tr> </table>	N° du mandat	Somme versée	Bureau	Date	Signature de l'agent	
N° du mandat	Somme versée							
Bureau	Date							
Signature de l'agent								

Circ. Toho 1960, art. 141, § 1 - Dimensions: 145 X 105 mm., color separable.

Acuerdo relativo a las transferencias postales

Los infrascritos, Plenipotenciarios de los Gobiernos de los Países-miembros de la Unión, visto el artículo 22, párrafo 4, de la Constitución de la Unión Postal Universal firmada en Viena el 10 de julio de 1964, han concertado, de común consenso y a reserva de las disposiciones del artículo 25, párrafo 3, de la Constitución, el Acuerdo siguiente:

TÍTULO PRIMERO

Disposiciones preliminares

Artículo 1.—Objeto del Acuerdo.

1. El presente Acuerdo regirá el cambio de transferencias postales que los Países contratantes convengan en establecer. Todo titular de una cuenta corriente postal abierta en uno de estos Países puede ordenar transferencias a favor de una cuenta corriente postal abierta en otro de estos Países.

2. Por otra parte, el Acuerdo prevé el cambio de depósitos postales, el de los cheques postales y cheques postales de viaje entre los Países que convengan en establecer estos servicios, total o parcialmente, en sus relaciones recíprocas.

3. A reserva de acuerdos particulares entre las Administraciones interesadas, el servicio podrá extenderse a la liquidación, por transferencia postal, de los valores domiciliados en las oficinas de cheques postales.

(Continuará.)

PRESIDENCIA DEL GOBIERNO

11030

DECRETO 1531/1974, de 22 de mayo, por el que se desarrolla el Decreto-ley 12/1973, de 30 de noviembre, en la parte relativa a Política de Precios.

La disposición final primera del Decreto-ley doce/mil novecientos setenta y tres, de treinta de noviembre, sobre Medidas Coyunturales de Política Económica, autoriza a los Ministerios competentes o, en su caso, al Gobierno para dictar las disposiciones necesarias para el desarrollo y aplicación del Decreto-ley.

Haciendo uso de la autorización concedida, se complementan las normas contenidas en el Decreto-ley, en la parte relativa a Política de Precios, separando claramente el tratamiento correspondiente a los regímenes de precios autorizados de vigilancia especial y precisando la situación de los demás bienes y servicios no incluidos en dichos regímenes.

En lo que se refiere al régimen de precios autorizados, se distinguen las normas aplicables a las elevaciones de precios y las relativas a la fijación de los mismos cuando se trate de bienes o servicios de nueva producción, comercialización o implantación, señalándose, además, la posición especial de los productos de importación en cuanto en ellos el componente fundamental de sus precios viene determinado por los costes en origen, cuya formación escapa a las posibilidades de acción de la Administración.

Por lo que afecta al régimen de vigilancia especial, se perfilan los contornos de este sistema, cuya importancia puede ser decisiva en el futuro, a medida que se vayan normalizando las actuales tensiones inflacionistas que obligan a mantener, por ahora, el régimen más severo de «precios autorizados» en numerosos bienes y servicios. La creación de las Comisiones de Trabajo, con representantes de la producción, comercialización y consumo junto a los representantes de la Administración y la obligación impuesta a los sectores económicos de comunicar con la debida antelación las elevaciones de precios que pretenden aplicar, se orientan a crear unas estructuras ágiles de reflexión y diálogo que permitan a la Administración preparar sus decisiones en contacto con todos los sectores afectados y, muy especialmente, los consumidores, responsabilizando a un número cada vez mayor de ciudadanos en una política que, por sus efectos, alcanza a todos los españoles.

Por otra parte, se articulan las competencias, en materia de precios, del Consejo de Ministros, de la Junta Superior de Precios como órgano de trabajo del Consejo, del Ministerio de Comercio y de las Comisiones Provinciales de Precios, cuyas funciones básicas se fijan en el presente Decreto, anunciando, para fechas próximas, una regulación completa de estas Co-

misiones llamadas a jugar un papel creciente en la misma línea señalada antes de participación, a escala provincial, en la Política de Precios.

Se desarrolla la disposición final segunda del Decreto-ley doce/mil novecientos setenta y tres, precisando, en el anexo tres del presente Decreto, las normas derogadas en materia de precios.

Finalmente, haciendo uso de la autorización concedida al Gobierno en el artículo primero, b), del Decreto-ley, se publican, en los anexos uno y dos, las relaciones actualizadas de los bienes y servicios sujetos, respectivamente, a los regímenes de precios autorizados y de vigilancia especial, con ligeras modificaciones sobre las que aparecían en los anexos del Decreto-ley, modificaciones exigidas por la evolución de la coyuntura.

En su virtud, a iniciativa de la Junta Superior de Precios y a propuesta del Ministro de la Presidencia del Gobierno, previa deliberación del Consejo de Ministros en su reunión del día diecisiete de mayo de mil novecientos setenta y cuatro,

DISPONGO:

I. Disposiciones generales

Artículo uno.—A los efectos de la regulación de los precios de los bienes y servicios, prevista en el Decreto-ley doce/mil novecientos setenta y tres, y haciendo uso de la autorización concedida al Gobierno en el artículo primero, b), del mismo, los bienes y servicios sujetos al régimen de precios autorizados y de vigilancia especial son, respectivamente, los que figuran en los anexos uno y dos de este Decreto.

Artículo dos.—Para cada uno de los bienes y servicios sujetos al régimen de precios autorizados, la intervención administrativa se realizará en la fase de producción o comercialización que se señala en el anexo uno.

Artículo tres.—Uno. Cuando las circunstancias lo aconsejen, el Gobierno podrá modificar las relaciones de bienes y servicios sujetos a regulación administrativa, mediante la inclusión de nuevos bienes y servicios o la exclusión de los que en ellas figuran.

Dos. Igualmente podrá ampliarse o reducirse el ámbito de la intervención administrativa a otras fases de producción o comercialización distintas de las previstas, en cada caso, en el anexo uno.

Tres. Las modificaciones aludidas en los párrafos uno y dos de este artículo revestirán la forma de Decreto en el primer caso, y de Orden ministerial de la Presidencia del Gobierno en el segundo.

II. Régimen de precios autorizados

Artículo cuatro.—Uno. Los bienes y servicios sujetos al régimen de precios autorizados sólo podrán modificar sus precios al alza previa autorización administrativa.

Dos. Las modificaciones al alza que excedan del tres por ciento anual habrán de ser aprobadas en todo caso por el Consejo de Ministros.

Tres. La Junta Superior de Precios podrá autorizar subidas de precios hasta el límite indicado en el punto anterior. El límite del tres por ciento podrá entenderse tanto linealmente como en media ponderada aplicada a todas las variedades de un producto incluidas en la misma solicitud.

Cuatro. Cuando las circunstancias y particularidades locales o provinciales así lo aconsejen, la Junta Superior de Precios podrá proponer al Consejo de Ministros que se autorice a los Gobernadores civiles para regular en el ámbito de su competencia, los precios de los bienes y servicios sujetos al régimen de precios autorizados, dentro de las condiciones y límites que se establezcan en cada caso.

Cinco. No obstante lo dispuesto en el párrafo tres de este artículo la elevación de precios de los productos agrarios, regulados por campaña, requerirá, en todo caso, la aprobación del Consejo de Ministros.

Artículo cinco.—Uno. Las solicitudes de aumento de precio, individuales o colectivas, se presentarán en la Secretaría de la Junta Superior de Precios.

Dos. Los interesados remitirán copia de la solicitud presentada al Ministerio competente por razón de materia o a sus Delegaciones Regionales o Provinciales, según proceda.

Artículo seis.—Uno. Las solicitudes contendrán la descripción técnica y/o comercial del bien o servicio de que se trate de manera que permita su inequívoca identificación, con expre-